

Pamoja kwa **ajili ya**
Amani
ensemble pour la paix



balobaki
FACT-CHECKING



Non, le Président de la RDC, Félix Tshisekedi, n'a pas annoncé la fin des négociations avec les rebelles de l'AFC/M23 à Doha

Une vidéo de plus de quatre minutes, en ligne depuis le 6 novembre 2025 et partagée dans un groupe WhatsApp intitulé « Membre VIP 2025 », qui compte 621 personnes. La légende qui l'accompagne affirme que le Président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, aurait mis fin aux négociations avec les rebelles de l'AFC-M23. Cette information est fausse: la voix entendue dans la séquence a été générée par une intelligence artificielle.

En deux lignes: La vidéo affirmant que Félix Tshisekedi aurait annoncé depuis Doha la fin des négociations entre la RDC et les rebelles de l'AFC-M23 a été générée par une intelligence artificielle.

Le 4 novembre 2025, [Felix Tshisekedi a participé à Doha](#), au sommet mondial pour le développement social, organisé par les autorités Qataries sous l'égide de l'Assemblée générale de Nations unies. Dans son discours, aucune annonce concernant une éventuelle fin des négociations avec les rebelles de l'AFC/M23 n'a été faite. C'est dans ce contexte que l'information que nous vérifions a commencé à circuler sur WhatsApp deux jours plus tard, le 6 novembre 2025.

CITATION

« En déplacement à Doha, le chef de l'État congolais a annoncé la fin définitive des accords entre la République Démocratique du Congo et le mouvement rebelle M23-AFC »

LES FAITS

Le 15 novembre 2025, soit onze jours après la diffusion d'une information attribuée à tort à Félix Tshisekedi annonçant la fin des négociations avec les rebelles de l'AFC/M23, le gouvernement congolais a signé avec ce mouvement. Cet acte confirme que les négociations se poursuivent entre les deux parties au Qatar, contrairement à ce qui a circulé sur WhatsApp en RDC.

Quant à la vidéo accompagnant cette information, il s'agit d'un montage de plusieurs images, dont la bande sonore a été générée par une intelligence artificielle. Pour le vérifier, nous l'avons soumise à Hive Modération, un outil spécialisé dans la détection de contenus générés par l'IA, qui lui attribue un score de 99,9 % de probabilité d'origine artificielle.

En conclusion, Felix Tshisekedi n'a pas annoncé la fin des négociations avec les rebelles de l'AFC/M23. L'information est fausse et l'audio accompagnant la vidéo est un deepfake.



L'image montrant Félix Tshisekedi serrer la main de Corneille Nangaa à Doha est une création de l'intelligence artificielle

Le 9 novembre 2025, un membre du forum WhatsApp « Butembo notre ville », qui compte 504 participants, a partagé une photo présentée comme illustrant les avancées des négociations entre Kinshasa et l'AFC-M23 à Doha. Après vérification, il s'avère que cette image est fausse.

En deux lignes : Contrairement à ce qui a été publié sur les réseaux sociaux, l'image prétendant montrer le Président Félix Tshisekedi serrer la main à Corneille Nangaa a été générée par l'Intelligence artificielle.

Depuis le 7 novembre 2025, au cours d'un échange au Brésil avec la diaspora congolaise, [le Président Félix Tshisekedi a annoncé la conclusion des processus de Doha et de Washington, deux cadres d'accords destinés à rétablir la paix dans les zones sous contrôlées par l'AFC-M23](#). C'est dans ce contexte que cette vidéo a été publiée.

CITATION

« Les négociations entre le gouvernement et la rébellion de l'AFC-M23 semblent toucher à leur terme à Doha »

LES FAITS

Certains médias et des internautes ont relayé l'annonce [des conclusions des pourparlers de Doha et de Washington](#), mais aucune publication ne fait état d'une rencontre entre Corneille Nangaa et Félix Tshisekedi. En observant l'image, l'indice qui nous a fait douter de sa véracité est la position des deux mains: l'une semble pliée tandis que l'autre est ouverte.

Pour vérifier son authenticité, nous avons soumis une capture d'écran à [MyDetector AI](#), un outil de détection de contenus générés par l'intelligence artificielle. Le résultat a indiqué un taux de 99,9 %, relevant une probabilité ce qui prouve une probabilité élevée que l'image ait été produite par l'intelligence artificielle.

SEMAINE DU VENDREDI 30 JANVIER 2026



patkat17 @ALahatane · 2 j
Voici les équipements de guerre qui vont libérer #Goma,#bukavu et ses environs dans les prochains jours. Tout est pour lancé une offensive d'une grande envergure.

Ce lui qui veut la paix prépare la Guerre !



Pamoja kwa
Amani
ensemble pour la paix



Ces images d'équipements militaires ne proviennent pas de la RDC, mais du Mali, et elles datent de 2023

En bref, ces équipements militaires relèvent des forces armées maliennes, et non des forces congolaises.

Le conflit dans l'Est de la République démocratique du Congo est marqué par une lutte acharnée pour la manipulation de l'information, avec des images qui sont souvent sorties de leur contexte. Sur le réseau social X, un utilisateur partage une affirmation selon laquelle un chargement d'équipements militaires aurait été livré en RDC, appuyant sa déclaration par des preuves. Cependant, après investigation, cette allégation s'est révélée infondée. En effet, l'image en question a en réalité été prise au Mali et circule sur Internet depuis 2023.

Depuis janvier 2025, les villes de Goma et Bukavu dans l'Est de la RDC sont sous contrôle des rebelles du M23, soutenus par le Rwanda, selon plusieurs rapports de l'[ONU](#). Malgré le processus de paix engagé à Doha, qui a conduit à la signature d'une [déclaration de principe](#) entre Kinshasa et le mouvement rebelle, les combats se poursuivent sur terrain. Un contexte qui alimente également la désinformation.

La photo montrant des équipements militaires attribués aux forces armées congolaises, et faisant l'objet de notre vérification, a été publiée ici.

CITATION

«Voici les équipements de guerre qui vont libérer #Goma,#bukavu et ses environs dans les prochains jours.»

LES FAITS

Une [recherche](#) avec les mots clés : " FARDC-réception-matériels -combat " ne renseigne aucune information au 23 septembre 2025 confirmant les propos de l'auteur de la publication sur X que nous examinons.

En poursuivant notre vérification, nous avons effectué une recherche d'image inversée sur google à partir de la photo publiée par l'auteur. En réalité, cette image provient du Mali et circule déjà en ligne depuis 2023. Il s'agissait de la réception [d'un lot des matériels militaires](#) par les forces maliennes fruit d'un partenariat avec la république de Chine. Aucun lien, donc, avec la RDC.

En conclusion, au 23 septembre 2025, aucune information officielle ne confirme la dotation d'équipements militaires aux FARDC. L'image qui circule provient du Mali.

SEMAINE DU VENDREDI 30 JANVIER 2026



Citation : " Les militaires ougandais, soudanais, kényans et rwandais sont arrivés à Uvira"



Cette image ne montre pas l'arrivée des soldats kényans, ougandais et rwandais à Uvira, mais plutôt les rebelles du M23 et les soldats de la force régionale de l'Afrique de l'Est en 2022

En deux lignes: la photo montre des soldats de la force régionale de l'Afrique de l'Est aux côtés des rebelles du M23. Elle a été prise sur la route de Kibumba, dans l'Est de la RDC en 2022.

Le 22 septembre 2025, une image montrant des hommes en tenue militaire a été partagée dans un groupe whatsapp intitulé « Membres VIP 2025 », composé principalement d'habitants de l'Est de la RDC. La légende en swahili affirme « Jeshi soudan, Ouganda, kenya, Rwanda wakuja Uvira » (« des militaires ougandais, soudanais, kényans et rwandais à Uvira»). Après vérification, il s'avère que cette image remonte en réalité à 2022.

Depuis la prise de Bukavu par l'AFC-M23 en février 2025, [Uvira abrite provisoirement les institutions](#) du Sud-Kivu. Début septembre, [une mission gouvernementale y a été dépêchée, à la suite d'une forte contestation populaire suscitée par la nomination du général Olivier Gasita au poste de commandant des opérations et des renseignements à Uvira.](#)

CITATION

« Les militaires ougandais, soudanais, kényans et rwandais sont arrivés à Uvira»

LES FAITS

Nous avons effectué une capture d'écran de la photo puis l'avons soumise à une recherche d'image inversée. Cette technique nous a permis de retrouver le véritable contexte d'utilisation de cette image.

En réalité, elle date de 2022 et montre les rebelles du M23 avec les soldats de la [force régionale de l'Afrique de l'Est à Kibumba](#), dans l'Est de la République démocratique du Congo pour leur remettre une position de front stratégique près de la ville de Goma selon le média américain Voa africa qui a illustré l'image que nous vérifions dans [son article](#). D'autres sources [ici](#) et [là](#) nous ramènent également en 2022.

En conclusion, l'image présentée comme l'arrivée des soldats kényans, ougandais, soudanais et rwandais à Uvira est sortie de son contexte. Elle remonte à 2022.

SEMAINE DU VENDREDI 30 JANVIER 2026



Pamoja kwa
Amani
ensemble pour la paix



Pas de preuves que les personnes d'expression kiswahili qui vivent au Kasaï sont obligées de présenter leurs cartes d'électeur avec une somme de 30 000 FC

Le 1 Novembre 2025, un membre a partagé un message dans un groupe whatsapp dénommé "Solidarité Goma II" qui stipule que les gens font semblant alors que les swahiliphones du kasaï souffrent. Selon le concepteur du message, ces derniers sont obligés de présenter leur carte d'électeur accompagnée de 30.000 Franc congolais et que celui qui n'a pas sa carte est considéré comme M23.

En deux lignes : nous n'avons pas trouvé de preuves qui affirment que les swahiliphones qui habitent la province du Kasaï sont obligés de présenter leur carte d'électeur avec 30.000 Franc congolais

CITATION

«Les swahiliphones dans le kasaï souffrent. ils sont obligés de présenter la carte d'électeur accompagnées de 30.000 FC si tu manques ta carte, d'office tu deviens M23' »

LES FAITS

Dans le groupe où la publication a été transférée, nous avons posé la question de savoir s'il y a quelqu'un qui a déjà été victime de cette situation ou qui connaît celui qui a vécu cette pratique, personne n'a répondu.

Contacté par Balobaki Check le 11 novembre 2025, Jules Butu, journaliste à la radio « Voix de votre communauté » de Tshikapa et originaire de Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu, renseigne que les personnes d'expression kiswahili qu'il connaît n'ont pas encore vécu cette situation

"Je n'ai jamais été convoqué pour présenter ma carte et payer 30 000 FC, je ne connais pas des gens qui parlent swahili qui ont dénoncé. Nous passons par des barrières sans aucun problème, même si dans la communauté on observe certains cas de méfiance."

Pour parer à toute éventualité, Alain Nkashama Muana, défenseur des droits humains, informe qu'un mécanisme de documentation des cas a déjà été mis en place :

"Nous n'avons pas entendu parler des personnes exigées de présenter leurs cartes moyennant 30 000 FC suite à leur appartenance linguistique. Cependant, nous faisons passer les communiqués dans des radios pour demander aux habitants de toujours remonter ce genre d'incidents et les sensibiliser sur la cohésion sociale."

La liberté d'installation est un droit constitutionnel, un congolais de l'Est (swahiliphone) a le droit absolu de vivre au Kasaï. Restreindre cette circulation ou exiger de l'argent (30 000 FC) pour ce droit constitue une violation directe de la Constitution dans son [article 30](#) qui stipule que : "Toute personne qui se trouve sur le territoire national a le droit d'y circuler librement, d'y fixer sa résidence..." L'article 66 de cette même loi fondamentale ajoute que : "Tout Congolais a le devoir de respecter et de traiter ses concitoyens sans discrimination aucune et d'entretenir avec eux des relations qui permettent de sauvegarder, de promouvoir et de renforcer l'unité nationale, le respect et la tolérance réciproque"

SEMAINE DU VENDREDI 30 JANVIER 2026



La ville de Goma fait partie de la RDC , comme le dit la constitution congolaise dans son article 1

Le 01 Octobre 2025, sur le réseau social facebook, un utilisateur a appelé les personnes qui rêvaient de quitter le Congo à réaliser leur rêve en allant à Goma. Ses propos pourraient constituer un message à l'appel à la balkanisation peut faire croire aux internautes que la ville de Goma, actuellement sous le contrôle de la rébellion de l'AFC-M23 ne ferait plus partie de la RDC.

En deux lignes: Selon la constitution congolaise, dans son article 1, la RDC est dans ses frontières du 30 juin 1960, un État de droit, indépendant, souverain, uni et indivisible

Depuis la prise de la ville de Goma et d'autres entités au Nord et au Sud Kivu par les rebelles de l'AFC-M23, le débat sur une éventuelle balkanisation alimente les discours de haine et la désinformation au sein de la communauté congolaise. Des publications [ici](#), [ici](#) et [là](#) en sont les preuves.

CITATION

“Si à un moment de ta vie tu avais le projet de quitter le Congo et que tu l'avais abandonné... je t'encourage à concrétiser ton projet ! Va même à Goma”

LES FAITS

Pour vérifier les prérequis de la création d'un pays, nous avons contacté le 08 Novembre 2025 par téléphone, Alain Kambale, enseignant en droit et défenseur judiciaire à Beni. D'après lui, l'article 2 de la constitution de la RDC, du 18/02/2006 tel que modifié en 2011 stipule que « la RDC est composée de la ville de Kinshasa et de 25 provinces dotées de la personnalité juridique ».

“Il y a au prérequis 4 éléments pour qu'on parle d'un État: une population, un territoire, un pouvoir souverain et une reconnaissance internationale. Pour le moment, le M23 manque de souveraineté et de reconnaissance. Les zones occupées par l'AFC M23 font toujours partie de la RDC. A-t-il déclaré.



DES
SOLUTIONS
INNOVANTES SUR
WHATSAPP
POUR LUTTER CONTRE
LES DISCOURS DE HAINE
ET LA DÉSINFORMATION
DANS L'EST
DE LA RD CONGO



Pamoja kwa **ajili ya**
Amani
ensemble pour la paix

Ces articles de vérification des faits sont rédigés dans le cadre du projet :
« **Balobaki Check : des solutions innovantes sur WhatsApp pour lutter contre les discours de haine et la désinformation dans l'est de la RD Congo**
avec le soutien technique d'Internews et le soutien financier de l'Union européenne.

Son contenu relève de la seule responsabilité de BALOBAKI CHECK et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position d'internews et de l'Union européenne.



balobakichack@gmail.com, redaction@balobakichack.com



BALOBAKI CHECK



+243 859167887



www.balobakichack.com



Funded by
the European Union



Internews
Europe